

Organes et acteurs de lutte contre le blanchiment d'argent et financement du terrorisme



Catégorie	Structure/Organe	Rôle / Missions
 Structures internes aux entités assujetties	Direction Générale	Porte la responsabilité globale de la conformité LBA/FT.
	Responsable Conformité LBA/FT	Élaboration et application des procédures internes de vigilance, détection et déclaration.
	Fonction Audit Interne	Vérifie régulièrement l'efficacité du dispositif LBA/FT.
	Fonction Risques	Intègre les risques LBA/FT dans la cartographie globale des risques.
	Réseau Commercial / Front Office	Identification, vigilance client (KYC) et signalement des opérations suspectes.
 Organes de supervision et de renseignement (niveau national)	Autorité Nationale du Renseignement Financier (ANRF)	Réception, analyse et transmission des déclarations de soupçon aux autorités compétentes. Coopération avec CRF étrangère.
	Bank Al-Maghrib (BAM)	Supervision des banques et vérification de la conformité LBA/FT.
	Autorité de Contrôle des Assurances et de la Prévoyance Sociale (ACAPS)	Supervision des compagnies d'assurances.
	Autorité Marocaine du Marché des Capitaux (AMMC)	Supervision des sociétés de Bourse, OPCVM, etc.
	Ministère de la Justice & Autorités judiciaires	Instruction et jugement des infractions LBA/FT.
	Cellules de coordination interinstitutionnelles	Coordination nationale et échanges d'informations. Participation aux évaluations GAFI/MENAFATF.
 Forces de sécurité et d'enquête	Direction Générale de la Sûreté Nationale (DGSN)	Enquêtes sur blanchiment et financement du terrorisme.
	Gendarmerie Royale	Enquêtes judiciaires et territoriales.
	Direction Générale de la Surveillance du Territoire (DGST)	Enquêtes sur menaces terroristes et financement du terrorisme.
	Douanes & Impôts	Détection de fraudes fiscales et flux financiers illicites.
 Organismes de coopération et partenaires internationaux	MENAFATF	Évaluation régionale du dispositif marocain LBA/FT.
	GAFI (FATF)	Définition des normes internationales, évaluation mutuelle.
	INTERPOL, ONU, etc.	Coopération judiciaire, sanctions, gel d'avoir.

